

Commune de Juvigny Val d'Andaine

Département
Orne
Arrondissement
Alençon

COMPTE RENDU DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 13 NOVEMBRE 2017

<i>Nombre de conseillers En exercice : 72 Présents : 47 Date de convocation : 6 novembre 2017</i>	L'an deux mil dix-sept, le treize novembre à vingt heures trente, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire dans la salle polyvalente de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine sous la présidence de Monsieur Bernard MOREAU, Maire
---	--

Etaient présents (47) :

Jacky BESLARD	Anthony ERNOULT	Brigitte LIBERT
Henri BONNEL	Jean GARNIER	David LINSTAD
Evie BOUTELOUP	Loïc GAUTIER	Rémy LOUVEL
Eric BOUVIER	André GERARD	Annie MARINARO
Sylvie BRAULT	Marcelle GERARD	Charles MERLIER
Dominique BRETON	Madeleine GODEFROY	Bernard MOREAU
Stéphane BRUNEAU	Gérard GRANDIN	Michel MOREAU
Micheline BRUNET	Sophie GRIVOIS	Jean PETRON
Chantal CANEVET	Mireille GUYOT	Philippe PETRON
Gérard CHARCELLAY	Laurent LEBLANC	Martine PHILIPPE
Françoise CHAUVIN	Didier LEROUX	Daniel POUSSIER
Pascal CHRETIEN	Henri LEROUX	Isabelle PREEL
Denis COURTEILLE	Jean-Paul LEROUX	Claudine ROETZINGER
Bertrand DABOUX	Hervé LEROYER	Sylvie SERAIS
Jean-Marie DUMESNIL	Gérard LEUDIERE	Anne-Marie VOISIN
Bernadette DURAND	Dominique LEVERRIER	

Absents (25) : Fabienne AGUITON - Jean-Claude ANNE - Emmanuel BEDU - Valérie BEUSCART - Didier BOISGONTIER - Pascal BRUNET - Philippe DEROUAULT - Françoise DUMESNIL - Daniel FORGET - Hugues FOURRE - Didier GERARD - Mathieu GERARD - Martin GRIPON - Daniel JOUIN - Marie LABASTIE - Fabien LECUYER - Nadège LETELLIER - Patrice LESELLIER - Josèphe LEVENEUR - Annick LIBERT - Marie-Caroline MONSALLIER - Maryse MUGICA - Alain POUSSIER - Daniel POUTEAU - Anita ROUSSEL

Ont donné un pouvoir (3) : Valérie BEUSCART à Daniel POUSSIER - Marie LABASTIE à Bernard MOREAU - Annick LIBERT à Henri BONNEL

Madame Sylvie BRAULT a été désignée secrétaire de séance.

ORDRE DU JOUR

- 1 - Adhésion à Orne-métropole
 - 2 - Mission confiée à Ingénierie 61 pour l'instruction des autorisations et actes d'urbanisme
 - 3 - Création de poste et modification des heures hebdomadaires de certains agents
 - 4 - Modification du régime de TVA en matière de vente de terrains
 - 5 - Acquisition de matériel pour le multiservices de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé
 - 6 - Attribution d'une subvention pour l'organisation d'un marché de Noël dans la commune déléguée de Juvigny sous Andaine
 - 7 - Mise à jour du classement de la voirie communale
 - 8 - Indemnité des élus
 - 9 - Cadence des amortissements pour le service d'assainissement
 - 10 - Rapport d'activités 2016 du Te61
 - 11 - Rapport d'activités 2016 de la médiathèque intercommunale
 - 12 - Rapport annuel 2016 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets
 - 13 - Rapport annuel 2016 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif
 - 14 - Rapport annuel 2016 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif
 - 15 - Travaux dans la station d'épuration des communes déléguées de La Baroche sous Lucé et Juvigny sous Andaine
 - 16 - Acquisition de panneaux d'affichage pour les cimetières communaux
 - 17 - Travaux dans un logement de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé : mission SPS, diagnostic amiante et plomb
 - 18 - Décision modificative du budget principal n° 3
 - 19 - Décision modificative du budget annexe d'assainissement n° 2
 - 20 - Modification de la régie du tennis : encaissement par carte bancaire
- Questions diverses

2017108	Adhésion à Orne-métropole
----------------	----------------------------------

Vu l'article L 5511-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose que :
«Le Département, des Communes et des établissements publics intercommunaux peuvent créer entre eux un établissement public dénommé agence départementale. Cette agence est chargée d'apporter, aux collectivités territoriales et aux établissements publics intercommunaux du département qui le demandent, une assistance d'ordre technique, juridique ou financier»,
Vu la délibération du Conseil général de l'Orne en date du 4 avril 2014 proposant la création d'une Agence Technique Départementale sous la forme d'un établissement public administratif,
Vu la délibération de l'Assemblée générale constitutive de l'Agence départementale en date du 23 juin 2014 approuvant les statuts de l'Agence,
Vu l'article 6 du projet de statuts de l'Agence précisant que «Toute commune, tout établissement public de coopération intercommunale ainsi que tout organisme public de coopération locale du Département de l'Orne ou ayant son siège dans le département peut demander son adhésion à l'Agence après sa création. Pour le nouvel adhérent, la qualité de membre s'acquiert au 1^{er} janvier de l'année suivant

l'approbation des présents statuts par l'organe demandeur compétent sauf pour les années 2014 et 2015 où les adhésions seront prises en compte dans les 3 mois suivant la demande».

Vu l'article 9 du projet de statuts de l'Agence précisant que «chaque commune, établissement public de coopération intercommunale ou organismes publics de coopération locale adhérent est représenté par son Maire ou son Président en exercice ou leur représentant».

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré et compte tenu de l'intérêt pour la commune d'une telle structure, décide d'adhérer à Orne-métropole (division «Ingénierie 61»).

2017109	Mission confiée à Ingénierie 61 pour l'instruction des autorisations et actes d'urbanisme
----------------	--

Vu le code général des collectivités territoriales,

Considérant, que l'agence départementale INGENIERIE 61 propose de mettre à dispositions des collectivités territoriales leurs compétences en matière d'instruction des autorisations et actes d'urbanismes tels que :

- les certificats d'urbanisme, permis de construire, déclarations préalables, permis d'aménager, permis de démolir,
- les conseils auprès des élus dans le cadre de la préparation de projet,
- le conseil individualisé sur rendez-vous au demandeur sur la faisabilité de son projet et sur les formalités administratives nécessaires à sa réalisation,
- l'assistance au chef d'exécutif dans le suivi des autorisations : déclaration d'ouverture de chantier, déclarations attestant l'achèvement et la conformité des travaux,
- l'assistance dans le contentieux de l'urbanisme (construction sans autorisation, non-conformité, recours...),
- la veille juridique d'urbanisme.

Monsieur le Maire précise que la prestation d'Ingénierie 61 ne donne pas lieu à rémunération. La collectivité et l'agence assument les charges de fonctionnement liées à leurs obligations respectives, notamment les frais d'affranchissement des courriers envoyés par la collectivité aux pétitionnaires.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré décide à l'unanimité des membres présents :

- de confier à Ingénierie 61 l'instruction des autorisations et actes d'urbanisme,
- d'approuver la convention annexée,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention.

2017110	Création de poste
----------------	--------------------------

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'un agent était employé par la commune dans le cadre des contrats aidés pour :

- la surveillance de cour pendant la pose méridienne,
- l'aide au service des repas au restaurant scolaire,
- la garderie du soir.

Ce contrat est arrivé à échéance le 30 octobre 2017 et plus aucun contrat aidé n'est accordé à ce jour. De ce fait, dans l'urgence et considérant la satisfaction apportée par l'agent dans son travail, Monsieur le Maire a décidé de créer un poste à durée

déterminée à raison de 23,66 heures hebdomadaires du 2 novembre 2017 au 8 juillet 2018.

Le conseil municipal,
VU le code général des collectivités territoriales,
VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant statut de la Fonction Publique Territoriale et notamment l'article 34,
VU le budget de la collectivité,
VU le tableau des effectifs existant,
CONSIDERANT, qu'il convient de créer, en urgence, un emploi pour satisfaire au besoin de la surveillance de cour pendant la pose méridienne, l'aide au service des repas au restaurant scolaire et de la garderie du soir, que celui-ci peut être assuré par un agent du cadre d'emploi des adjoints techniques,

Décide, après en avoir délibéré,

Article 1 : création et définition de la nature du poste

Il est créé un poste d'agent technique, à compter du 2 novembre 2017, dans le cadre d'emploi des Adjoints Techniques. Le grade retenu est celui d'Adjoint Technique Territorial relevant de la catégorie C – Echelle C1 – échelon 1, accessible selon les conditions de qualification définies par le statut.

L'emploi sera pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article 3-3 5^e de la loi du 26 janvier 1984 au motif qu'il nécessite la présence d'une personne pour assurer la surveillance de cour pendant la pose méridienne, l'aide au service des repas au restaurant scolaire et de la garderie du soir. Son niveau de recrutement et de rémunération sera celui afférent au grade d'Adjoint Technique, 1^{er} échelon dont l'indice brut est le 340.

Article 2 : temps de travail

L'emploi créé est à temps non complet à raison de 23,66 heures hebdomadaires.

Article 3 : crédits

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la collectivité.

Article 4 : exécution

Monsieur le maire, est chargé de signer tous les documents relatifs à ce dossier.

2017111	Modification des heures hebdomadaires d'un poste à durée déterminée d'adjoint technique territorial
----------------	--

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal, qu'un poste d'agent technique a été créé à compter du 1^{er} décembre 2016 à raison de 2 heures 30 hebdomadaires dans le cadre d'emploi des Adjoints Techniques Territoriaux pour satisfaire au besoin de l'entretien des locaux communaux des communes déléguées de Loré et Saint Denis de Villeneuve.

L'agent nommé sur ce poste doit, depuis le 1^{er} novembre 2017, remplacer un agent à la retraite. Les heures de travail ont donc été augmentées. Elles sont portées à 4,38 heures hebdomadaires.

Le conseil municipal,

VU le code général des collectivités territoriales,
VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant statut de la Fonction Publique Territoriale et notamment l'article 34,
VU le budget de la collectivité,
VU le tableau des effectifs existant,
CONSIDERANT, qu'il convient de modifier le temps de travail hebdomadaire d'un poste d'adjoint technique territorial pour satisfaire au besoin de l'entretien des locaux communaux des communes déléguées de Loré, Saint Denis de Villeneuve et Sept Forges, que celui-ci est assuré par un agent du cadre d'emploi des adjoints techniques,

décide, après en avoir délibéré,

Article 1 : modification et définition de la nature du poste

Le poste d'agent technique créé à compter du 1^{er} décembre 2016, dans le cadre d'emploi des Adjoints Techniques (grade retenu d'adjoint Technique Territorial relevant de la catégorie C – Echelle C1 – échelon 1, accessible selon les conditions de qualification définies par le statut) est pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article 3-3 5^e de la loi du 26 janvier 1984.

Ce poste nécessite la présence d'une personne pour satisfaire au besoin de l'entretien des locaux communaux des communes déléguées de Loré, Saint Denis de Villeneuve et dorénavant de Sept Forges à compter du 1^{er} octobre 2017. Le niveau de recrutement et de rémunération sera celui afférent au grade d'Adjoint Technique, 1^{er} échelon dont l'indice brut est le 347.

Article 2 : temps de travail

L'emploi modifié reste à temps non complet à raison de 4 heures 38 hebdomadaires.

Article 3 : crédits

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la collectivité.

Article 4 : exécution

Monsieur le maire, est chargé de signer tous les documents relatifs à ce dossier.

2017112	Suppression d'un poste
----------------	-------------------------------

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que, conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade.

En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique Paritaire.

Considérant le tableau des emplois adopté par le conseil municipal le 1^{er} mars 2017,
Considérant la nécessité de supprimer un emploi titulaire d'adjoint technique territorial principal de 2^{ème} classe en raison d'un départ à la retraite au 1^{er} janvier 2018,

Monsieur le Maire propose à l'assemblée la suppression d'un emploi d'adjoint technique territorial principal de 2ème classe, permanent à temps non complet à raison de 10 heures hebdomadaires.

Le tableau des emplois est ainsi modifié à compter du 1^{er} janvier 2018 :

Emplois permanents :

Date et n° de délibération portant création ou modification de temps de travail	Grade	Cat.	Durée hebdo du poste en centième	Durée hebdo du poste en h/mns	Date d'effet	poste vacant depuis le	Statut (stagiaire, titulaire, contractuel)
Filière administrative							
	Secrétaire de mairie	A	35,00	35 h 00			Titulaire
	Secrétaire de mairie	A	35,00	35 h 00			Titulaire
	Secrétaire de mairie	A	22,00	22 h 00			Titulaire
n° 2016160 du 29/09/2016	Adjoint administratif	C	28,00	28 h 00	01/10/2016		Titulaire
Filière administrative (APC et MSAP)							
	Adjoint administratif	C	35,00	35 h 00			Titulaire
TOTAL FILIERE ADMINISTRATIVE						0	5
Filière technique (service technique)							
	Adjoint technique territorial	C	35,00	35 h 00			Titulaire
	Adjoint technique territorial	C	35,00	35 h 00			Titulaire
n° 2017113 du 13/11/2017	Adjoint technique	C	23,00	23 h 00	01/01/2018		Titulaire
n° 2016194 du 28/11/2016	Adjoint technique territorial principal 2e classe	C	35,00	35 h 00	01/12/2016		Titulaire
	Adjoint technique territorial principal 2e classe	C	14,50	14 h 30			Titulaire
	Adjoint technique territorial principal 2e classe	C	35,00	35 h 00			Titulaire
	Adjoint technique territorial principal 1ère classe	C	35,00	35 h 00			Titulaire
Filière technique (entretien des locaux)							
	Adjoint technique territorial	C	14,00	14 h 00			Titulaire
Filière technique (garderie)							
	Adjoint technique territorial	C	22,00	22 h 00			Titulaire
Filière technique (restaurant scolaire)							
	Adjoint technique territorial	C	13,00	13 h 00			Titulaire
	Adjoint technique territorial principal 2e classe	C	28,00	28 h 00			Titulaire
TOTAL FILIERE TECHNIQUE						0	11

Emplois non permanents :

Date et n° de délibération portant création ou modification de temps de travail	Grade	Cat.	Durée hebdo du poste en centième	Durée hebdo du poste en h/mns	Date d'effet	poste vacant depuis le	Statut (stagiaire, titulaire, contractuel)
Filière administrative							
	Emploi Avenir		35,00	35 h 00			contractuel
TOTAL FILIERE ADMINISTRATIVE						0	1
Filière technique (service technique)							
	Adjoint technique territorial	C	35,00	35 h 00	31/10/2017 au 22/12/2017		contractuel
n° 2016095 du 29/03/2016	Adjoint technique territorial	C	en fonction des besoins	en fonction des besoins		01/05/2017	contractuel
du 03/11/1994	Adjoint technique territorial	C	en fonction des besoins	en fonction des besoins		01/10/2017	contractuel
Filière technique (entretien des locaux)							
n° 2017111 du 13/11/2017	Adjoint technique territorial	C	4,38	4 h 23	01/10/2017		contractuel
Filière technique (garderie)							
n° 2017110 du 13/11/2017	Adjoint technique territorial	C	23,66	23 h 40	02/11/2017 au 06/07/2018		contractuel
Filière technique (restaurant scolaire)							
n° 2016093 du 29/03/2016	Adjoint administratif	C	5,78	5 h 47	18/09/2017 au 06/07/2018		contractuel
TOTAL FILIERE TECHNIQUE						2	4

Le conseil municipal, après en avoir délibéré décide d'adopter la modification du tableau des emplois ainsi proposée et charge Monsieur le Maire de saisir le comité technique du Centre de Gestion de l'Orne.

2017113	Modification du temps de travail d'un emploi à temps non complet
----------------	---

- Considérant le départ en retraite au 1^{er} janvier 2018 d'un agent du service technique,
 - Considérant la suppression du poste d'adjoint technique territorial principal de 2^{ème} classe à compter du 1^{er} janvier 2018,
- Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il convient de modifier la durée hebdomadaire d'un poste d'adjoint technique territorial. Il propose à l'assemblée conformément aux dispositions fixées aux articles 34 et 97 de la loi du 26 janvier 1984, de porter la durée du temps de travail de l'emploi d'adjoint technique territorial à temps non complet créé initialement pour une durée de 15 heures par semaine par délibération du 14 mars 2011 du conseil communal de Loré, à 23 heures par semaine à compter du 1^{er} janvier 2018.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 34 et 97,
Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié, portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés sur des emplois permanents à temps non complet,
Vu le tableau des emplois,

DECIDE :

- d'adopter la proposition de Monsieur le Maire,
- de modifier ainsi le tableau des emplois,
- d'inscrire au budget les crédits correspondants,
- de saisir le comité technique du Centre de Gestion de l'Orne.

2017114	Modification du régime de TVA en matière de vente de terrains
----------------	--

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que le pôle fiscal de la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Orne a apporté des précisions concernant le régime de TVA en matière de vente de terrains. Ainsi, en cas de division parcellaire intervenue entre l'acquisition initiale et la cession ayant entraîné un changement de qualification ou un changement physique telle une modification des superficies vendues par rapport à l'acte d'acquisition, la taxation doit se faire sur le prix de vente total et non plus sur la marge. De ce fait, il convient de fixer les nouveaux prix de vente des terrains dans les lotissements communaux :

- . Beulandais : 6,00 € TTC/m²
- . La Baroche sous Lucé : 10,00 € TTC/m²
- . Juvigny sous Andaine : 18,00 € TTC/m²
- . Sept Forges : 4,00 € TTC/m²

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, accepte le prix de vente des terrains situés dans les lotissements communaux tel que défini ci-dessus et donne tout pouvoir à Monsieur le Maire pour signer toute pièce relative à la présente délibération.

2017115	Acquisition de matériel pour le multiservices de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé
----------------	---

Monsieur Daniel POUSSIER, Maire délégué de La Baroche sous Lucé, fait part de la décision de son conseil communal de faire l'acquisition de matériel pour le multiservices. Trois sociétés ont été sollicitées :

- TECHNIC BUREAU SERVICE : 1 155,00 € HT (1 386,00 € TTC)
- SN EJS SARL : 6 415,15 € HT (7 698,18 € TTC)
- SPECACF MATERIEL SARL : 5 431,80 € HT (6 518,16 € TTC)

Le conseil communal a décidé de retenir les sociétés suivantes :

TECHNIC BUREAU SERVICE :

- 1 caisse enregistreuse pour le bar : 319,00 € HT
- 1 caisse enregistreuse pour l'épicerie avec douchette scan : 836,00 € HT
- Total : 1 155,00 € HT (1 386,00 € TTC)

SPECACF MATERIEL SARL :

- 1 bain marie : 83,00 € HT
- 1 four mixte avec socle : 3 220,80 € HT
- 1 hotte aspirante : 1 728,00 € HT
- Forfait montage : 400,00 € HT
- Total : 5 431,80 € HT (6 518,16 € TTC)

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il conviendra de modifier le budget primitif pour mandater ces dépenses.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur Daniel POUSSIER et après en avoir délibéré :

- accepte de faire l'acquisition de matériel pour le multiservices de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé,
- accepte de retenir les sociétés TECHNI BUREAU SERVICE et SPECACF MATERIEL SARL pour un montant total de 6 586,80 € HT (7 904,16 € TTC),
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou à Monsieur le Maire délégué de La Baroche sous Lucé pour signer les pièces et actes relatifs à la présente délibération.

2017116	Attribution d'une subvention pour l'organisation d'un marché de Noël dans la commune déléguée de Juvigny sous Andaine
----------------	--

Monsieur le Maire délégué de Juvigny sous Andaine sollicite une subvention de 800,00 € pour l'organisation d'un marché de Noël qui aura lieu les 22 et 23 décembre 2017. Cette aide financière permettra d'équilibrer le budget de cette manifestation.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir en délibérer.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, considérant les crédits inscrits au budget primitif 2017 à l'article 6574, accepte le versement d'une subvention de 800,00 € au profit de l'association Les Amis de La Tour.

2017117	Mise à jour du classement de la voirie communale
----------------	---

Monsieur Jean-Paul LEROUX, Maire délégué de Saint Denis de Villeneuve, informe le conseil municipal de la nomination d'une nouvelle voie. Le CR 21 prendra désormais le nom de « Allée du Bas Jardin » depuis la RD 267 (route de La Chapelle) jusqu'à la RD 52 (route de Sept Forges) sur une longueur de 312 m. La parcelle constructible bordant cette voie portera le numéro 2.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir en délibérer afin d'informer les différents services de cette nomination (cadastre, secours, La Poste...).

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- accepte de nommer le CR 21 de la commune déléguée de Saint Denis de Villeneuve « Allée du Bas Jardin »,
- dit que la parcelle constructible bordant cette voie portera le numéro 2,
- demande que Monsieur le Maire informe les services concernés de la présente délibération.

2017118	Indemnité des élus
----------------	---------------------------

Monsieur le Maire rappelle que le conseil municipal :

- a décidé de fixer le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions d'adjoints et d'adjoints délégués sur la base de l'indice brut terminal de la fonction publique (cf. délibération n° 2017052 du 5 avril 2017),
- a précisé que cette décision était applicable à compter du 1^{er} janvier 2017 (cf. délibération n° 2017062 du 13 juin 2017).

Or, il a été omis de préciser que cette décision est applicable au 1^{er} janvier 2017 avec effet rétroactif.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, précise que le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions d'adjoints et d'adjoints délégués est fixé sur la base de l'indice brut terminal de la fonction publique à compter du 1^{er} janvier 2017 avec effet rétroactif.

2017119	Cadence des amortissements pour le service d'assainissement
----------------	--

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal des cadences d'amortissement appliquées pour le service d'assainissement dans les communes disposant d'un assainissement collectif.

La Baroche sous Lucé (décision du conseil municipal du 9 novembre 1999)

- Réseau d'assainissement..... 60 ans
- Station d'épuration..... 30 ans
- Pompes, appareils électromécaniques.... 10 ans

Par délibération du 9 novembre 1999, le conseil municipal avait décidé que : « la reprise des subventions d'investissement sera égale au montant de la dotation à l'amortissement du bien subventionné ».

Juvigny sous Andaine (décisions du conseil municipal du 30 septembre 1992 et du 10 juin 1994)

- Réseau d'assainissement..... 60 ans
- Station d'épuration..... 30 ans
- Pompes, appareils électromécaniques.... 10 ans
- Mobilier de bureau..... 10 ans
- Appareils de laboratoire..... 10 ans
- Matériel de bureau et outillage..... 5 ans
- Matériel informatique..... 5 ans

Par délibération du 10 juin 1994, le conseil municipal avait décidé que « *la reprise des subventions d'investissement sera égale au montant de la dotation à l'amortissement du bien subventionné* ».

Sept Forges (décision du conseil municipal du 23 mars 1993)

- Réseau d'assainissement..... 60 ans
- Station d'épuration..... 60 ans

Par délibération du 23 mars 1993 le conseil municipal avait décidé que « *l'amortissement annuel serait de 33 163,51 F (5 056,00 €) et s'imputerait d'abord sur la subvention départementale puis sur la subvention de l'agence de Bassin et enfin sur la subvention communale. Que les amortissements épuisés, les annuités restantes seraient à la charge des usagers selon les modalités qui seront déterminées en temps opportun* ».

Monsieur le Maire propose de fixer les cadences suivantes pour tous les nouveaux investissements :

- Réseau d'assainissement..... 60 ans
- Station d'épuration..... 30 ans
- Pompes, appareils électromécaniques, mobilier de bureau et appareils de laboratoire..... 10 ans
- Matériels de bureau, informatique et outillage..... 5 ans

et que l'amortissement des subventions d'investissement sera de la même durée que l'amortissement du bien subventionné.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir en délibérer.

Le conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré :

- décide de fixer les cadences suivantes pour tous les nouveaux investissements :
 - Réseau d'assainissement..... 60 ans
 - Station d'épuration..... 30 ans
 - Pompes, appareils électromécaniques, mobilier de bureau et appareils de laboratoire..... 10 ans
 - Matériels de bureau, informatique et outillage..... 5 ans
- dit que l'amortissement des subventions d'investissement sera de la même durée que l'amortissement du bien subventionné,
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire pour signer tout document relatif à la présente délibération.

2017120	Rapport d'activités 2016 du Te61
----------------	---

Monsieur le Maire présente aux membres du Conseil municipal le rapport d'activités du Te61 de l'année 2016.

Il demande aux membres présents de bien vouloir en prendre connaissance et de délibérer sur ce rapport.

- Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :
- approuve le rapport annuel d'activités du Te61 pour l'année 2016,
 - autorise Monsieur le Maire à signer tous documents utiles relatifs à ce dossier.

2017121	Rapport d'activités 2016 de la médiathèque intercommunale
----------------	--

Monsieur le Maire présente aux membres du Conseil municipal le rapport annuel 2016 d'activités de la médiathèque intercommunale.

Il demande aux membres présents de bien vouloir en prendre connaissance et de délibérer sur ce rapport.

- Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :
- approuve le rapport annuel d'activités de la médiathèque intercommunale de la communauté de communes du Pays d'Andaine pour l'année 2016,
 - autorise Monsieur le Maire à signer tous documents utiles relatifs à ce dossier.

2017122	Rapport annuel 2016 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets
----------------	--

Monsieur le Maire présente aux membres du Conseil municipal le rapport annuel 2016 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets.

Il demande aux membres présents de bien vouloir en prendre connaissance et de délibérer sur ce rapport.

- Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :
- approuve le rapport annuel 2016 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets de la communauté de communes du Pays d'Andaine,
 - autorise Monsieur le Maire à signer tous documents utiles relatifs à ce dossier.

2017123	Rapport annuel 2016 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif
----------------	---

Monsieur le Maire présente aux membres du Conseil municipal le rapport annuel 2016 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif.

Il demande aux membres présents de bien vouloir en prendre connaissance et de délibérer sur ce rapport.

- Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :
- approuve le rapport annuel 2016 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif de la communauté de communes du Pays d'Andaine,
 - autorise Monsieur le Maire à signer tous documents utiles relatifs à ce dossier.

2017124	Rapport annuel 2016 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif des communes déléguées de Juvigny sous Andaine, La Baroche sous Lucé et Sept Forges
----------------	---

Monsieur le maire rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'assainissement collectif.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération. En application de l'article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du code de l'environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr).

Le RPQS doit contenir, à minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Après présentation de ce rapport, le conseil municipal :

- adopte le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif
- décide de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération
- décide de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site www.services.eaufrance.fr
- décide de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA.

2017125	Travaux dans la station d'épuration des communes déléguées de La Baroche sous Lucé et Juvigny sous Andaine
----------------	---

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la station d'épuration des communes déléguées de La Baroche sous Lucé et Juvigny sous Andaine a besoin de réparations. Afin de minimiser les coûts, trois sociétés ont été sollicitées pour intervenir simultanément sur les deux stations :

- JOUSSE SAS :

- . Juvigny sous Andaine : 6 325,00 € HT (7 590,00 € TTC)
- . La Baroche sous Lucé : la société n'a pas répondu

- VEOLIA :

- . Juvigny sous Andaine : 4 084,00 € HT (4 900,80 € TTC)
- . La Baroche sous Lucé : 1 995,00 € HT (2 394,00 € TTC)

Total : 6 079,00 € HT (7 294,80 € TTC)

- MEI Services :

- . Juvigny sous Andaine : 4 552,83 € HT (5 463,40 € TTC)
- . La Baroche sous Lucé : 1 530,75 € HT (1 836,90 € TTC)

Total : 6 083,58 € HT (7 300,30 € TTC)

Après analyses des offres, les conseils communaux de La Baroche sous Lucé et Juvigny sous Andaine ont retenu la société VEOLIA pour un montant total 6 079,00 € HT (7 294,80 € TTC). Les travaux se répartissent comme suit :

- La Baroche sous Lucé :

. fourniture et pose de roues motrices 1 995,00 € HT

- Juvigny sous Andaine :

. dégrilleur (brosse et ensacheur) 1 910,00 € HT
 . poste de relèvement (chaîne de levage, barre de guidage en inox) 778,00 € HT
 . Poste de recirculation (chaîne de levage, barre de guidage en inox, vanne et tube allonge) 1 396,00 € HT

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir en délibérer.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- accepte d'effectuer les travaux désignés ci-dessus dans la station d'épuration des commune déléguées de La Baroche sous Lucé et Juvigny sous Andaine,
- accepte de retenir la société VEOLIA pour 6 079,00 e HT (7 294,80 € TTC),
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire pour signer les pièces et actes relatifs à la présente délibération.

2017126	Acquisition de panneaux d'affichage pour les cimetières communaux
----------------	--

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il convient d'afficher le règlement des cimetières communaux dans chaque cimetière. Pour cela, il convient de faire l'acquisition de vitrines d'affichage. Les sociétés SEDI, COMAT & VALCO et UGAP ont été sollicitées pour 1 vitrine murale de 6 documents A4, 1 vitrine murale de 12 documents A4 et 4 vitrines sur pied de 6 documents A4. Les offres de prix s'établissent comme suit :

SEDI : 1 883,00 € HT (2 259,60 € TTC)
 Comat & Valco : 1 787,22 € HT (2 144,66 € TTC)
 UGAP : n'a pas répondu

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir en délibérer.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- accepte de faire l'acquisition de vitrines pour les cimetières communaux,
- accepte la proposition de prix de la société Comat & Valco pour 1 787,22 € HT (2 144,66 € TTC),
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire pour signer toute pièce relative à la présente délibération.

2017127	Travaux dans un logement de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé : mission SPS, diagnostic amiante et plomb
----------------	---

Monsieur Daniel POUSSIER, Maire délégué de La Baroche sous Lucé, informe le conseil municipal que dans le cadre des travaux d'aménagement dans les deux logements locatifs situés 2, Impasse du Presbytère, il a été sollicité des devis

concernant la mission de coordonnateur SPS et le diagnostic amiante et plomb. Ont répondu :

- Mission SPS :

- . Marc MORISSET : 2 172,00 € TTC
- . Groupe Qualiconsult : 1 722,00 € TTC

- Diagnostic amiante-plomb :

- . Activ-Diag : 180,00 € TTC + 45,00 € TTC ou 65,00 € TTC par analyse en fonction du type d'analyse
- . Qualiconsult : 600,00 € TTC + 36,00 € TTC ou 54,00 € TTC par analyse en fonction du type d'analyse
- . Agetho Conseils : 840,00 € TTC + 72,00 € TTC par analyse

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir en délibérer.

Le conseil municipal, après étude des devis et après en avoir délibéré, considérant les différences de prix entre les sociétés :

- demande que des précisions soient apportées sur les prestations proposées,
- décide de reporter ce point de l'ordre du jour à la prochaine séance du conseil municipal.

2017128	Décision modificative du budget principal n° 3
----------------	---

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il est nécessaire d'apporter des modifications au budget primitif du budget principal afin de pouvoir mandater les dépenses suivantes :

- acquisition de matériel pour le multiservices de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé,
- acquisition de vitrines d'affichage pour les cimetières.

Le Conseil municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2017046 en date du 5 avril 2017 approuvant le budget primitif 2017 du budget principal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré :

- adopte la décision modificative n° 3 de l'exercice budgétaire 2017 pour le budget principal telle que détaillée dans le tableau ci-dessous,
- donne délégation à Monsieur le Maire ou à défaut au 1^{er} Adjoint à l'effet de notifier la présente décision au Préfet et au comptable public.

INVESTISSEMENT			
Dépenses		Recettes	
Chap. 1003 Multiservices La Baroche		Chap. 10 Dotations, fonds divers	
Art. 2188 – Autres immo. corporelles	4 200,00 €	Art. 1022 - FCTVA	6 400,00 €
Chap. 21 Immobilisations corporelles			
Art. 2188 – Autres immo. corporelles	2 200,00 €		
TOTAL	6 400,00 €	TOTAL	6 400,00 €

2017129	Décision modificative du budget annexe d'assainissement n° 2
----------------	---

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il est nécessaire d'apporter des modifications au budget primitif du budget annexe d'assainissement afin de pouvoir mandater les dépenses concernant les travaux sur la station d'épuration des communes déléguées de La Baroche sous Lucé et Juvigny sous Andaine.

Le Conseil municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2017046 en date du 5 avril 2017 approuvant le budget primitif 2017 du budget principal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré :

- adopte la décision modificative n° 2 de l'exercice budgétaire 2017 pour le budget annexe d'assainissement telle que détaillée dans le tableau ci-dessous,
- donne délégation à Monsieur le Maire ou à défaut au 1^{er} Adjoint à l'effet de notifier la présente décision au Préfet et au comptable public.

INVESTISSEMENT			
Dépenses		Recettes	
Chap. 21 Immobilisations corporelles			
Art. 213 – Constructions	1 000,00 €		
Chap. 23 Immobilisations en cours			
Art. 2315 – Instal. matériel et outil.	- 1 000,00 €		
TOTAL	0,00 €	TOTAL	0,00 €

2017130	Modification de la régie du tennis : encaissement par carte bancaire
----------------	---

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que la commune déléguée de Juvigny sous Andaine installera au camping une borne de service pour les camping-cars avec paiement par carte bancaire (cf. délibération n° 2017081 du 13 juin 2017).

Considérant la délibération du conseil municipal n° 2016005 du 7 janvier 2016 autorisant le maire à créer des régies communales en application de l'article L.2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales, et considérant l'arrêté municipal en date du 8 janvier 2016, portant création d'une régie de recettes pour le camping de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine, Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer pour autoriser l'encaissement par carte bancaire des prestations de la borne de service. L'article 4 de l'arrêté sus visé sera modifié en ce sens car il ne mentionnait que les modes de recouvrement par chèques ou en numéraire.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- accepte l'encaissement par carte bancaire des prestations du camping de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine,
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou à Monsieur le Maire délégué de Juvigny sous Andaine pour signer les pièces et actes relatifs à la présente délibération.

Numéro d'ordre des délibérations

Date	Numéro	Objet	Page
13/11/2017	2017108	Adhésion à Orne-métropole	85
13/11/2017	2017109	Mission confiée à Ingénierie 61 pour l'instruction des autorisations et actes d'urbanisme	86
13/11/2017	2017110	Création de poste	86
13/11/2017	2017111	Modification des heures hebdomadaires d'un poste à durée déterminée d'adjoint technique territorial	87
13/11/2017	2017112	Suppression d'un poste	88
13/11/2017	2017113	Modification du temps de travail d'un emploi à temps non complet	90
13/11/2017	2017114	Modification du régime de TVA en matière de vente de terrains	90
13/11/2017	2017115	Acquisition de matériel pour le multiservices de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé	91
13/11/2017	2017116	Attribution d'une subvention pour l'organisation d'un marché de Noël dans la commune déléguée de Juvigny sous Andaine	91
13/11/2017	2017117	Mise à jour du classement de la voirie communale	92
13/11/2017	2017118	Indemnité des élus	92
13/11/2017	2017119	Cadence des amortissements pour le service d'assainissement	92
13/11/2017	2017120	Rapport d'activités 2016 du Te61	94
13/11/2017	2017121	Rapport d'activités 2016 de la médiathèque intercommunale	94
13/11/2017	2017122	Rapport annuel 2016 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets	94
13/11/2017	2017123	Rapport annuel 2016 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif	94
13/11/2017	2017124	Rapport annuel 2016 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif des communes déléguées de Juvigny sous Andaine, La Baroche sous Lucé et Sept Forges	95
13/11/2017	2017125	Travaux dans la station d'épuration des communes déléguées de La Baroche sous Lucé et Juvigny sous Andaine	95
13/11/2017	2017126	Acquisition de panneaux d'affichage pour les cimetières communaux	96
13/11/2017	2017127	Travaux dans un logement de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé : mission SPS, diagnostic amiante et plomb	96
13/11/2017	2017128	Décision modificative du budget principal n° 3	97

Registre des délibérations de la commune de Juvigny Val d'Andaine
- Séance du 13 novembre 2017 –

13/11/2017	2017129	Décision modificative du budget annexe d'assainissement n° 2	98
13/11/2017	2017130	Modification de la régie du tennis : encaissement par carte bancaire	98